

Des débuts obscurs

Cette histoire, dans ses commencements, est commune avec celle des juifs de Provence. La région immédiatement au nord de la Durance appartient d'ailleurs indiscutablement à la même aire géographique, politique et culturelle que le pays qui s'étend entre cette rivière et la mer. Comme beaucoup d'autres cités, Avignon a subi l'influence de Marseille la Grecque et, comme Carpentras ou Cavaillon ou, plus spectaculairement encore, Orange ou Vaison, elle possède toujours quelques vestiges de monuments antiques, témoignages de la profonde romanisation de tout ce pays au début de notre ère.

C'est dès cette période lointaine qu'apparaissent les premiers indices d'une présence juive. D'abord sous la forme de légendes et de traditions orales. On raconte que, après la prise de Jérusalem par Titus, en 70 après Jésus-Christ, trois bateaux furent chargés d'exilés et abandonnés aux hasards de la mer. Après de longues errances, un de ces esquifs aurait abordé à Lyon, un autre à Bordeaux et le troisième à Arles. Sous cette forme miraculeuse que l'histoire ne peut évidemment pas ratifier

telle quelle, ce naïf récit, qui fait de Lyon et d'Arles des ports de mer, renfermerait peut-être un fond de réalité et il aurait pour finalité de rendre compte des premières implantations juives en Gaule.

Sans recourir à de pareils mythes, les juifs du Comtat prétendaient de leur côté que l'arrivée de leurs ancêtres dans le pays qu'ils habitaient remontait à une très haute antiquité. Selon Giberti, auteur d'une *Histoire de Pernes* rédigée dans la première moitié du XVIII^e siècle, les juifs avec lesquels il s'entretenait soutenaient que leurs pères étaient installés à Avignon « depuis mille six cent cinquante ou soixante ans », ce qui nous ramènerait vers la fin du premier siècle de notre ère. Les juifs d'Avignon eux-mêmes s'appuyaient sur cette tradition locale pour démontrer l'ancienneté de leur présence dans cette ville, et ils écrivaient dans une pétition adressée à l'empereur Napoléon, en 1808 :

« L'établissement des israélites à Avignon remonte aux temps les plus reculés et ne s'éloigne que très peu de leur dispersion après la prise de Jérusalem ; deux familles existent encore qui tirent leur origine de ces premiers Hébreux. »

Cette vue du passé n'a rien d'invraisemblable en elle-même et elle peut s'étayer depuis quelques années d'un témoignage archéologique : en 1967, une lampe à huile portant un décor à peu près certainement juif (un double chandelier à sept branches) a été trouvée à Orgon, localité provençale de la rive gauche de la Durance, en face de Cavaillon. Cette découverte ne permet pas de conclusions décisives : cette lampe a pu être apportée sur le site à une époque bien postérieure à celle de sa fabrication et, par ailleurs, son décor ne va pas sans poser bien des pro-

blèmes aux spécialistes. Si l'on admet qu'il représente bien une *menora*, ce qui paraît assez évident, il y aurait une grave discordance entre ce thème iconographique qui, pour certains, n'apparaîtrait dans le répertoire artistique qu'après la destruction du Temple en 70, et le type même de l'objet que son style ne permet pas de dater d'une époque plus tardive que celle d'Auguste, soit, au mieux, des premières décennies de notre ère. Néanmoins, il semble bien qu'on ait, avec cette pièce conservée aujourd'hui au musée judéo-comtadin de Cavaillon, « le plus ancien témoignage d'une présence ou d'une influence juive en Gaule » (H. Morestin).

Pour les siècles suivants, les renseignements se font très pauvres. Si l'existence de communautés juives est à peu près certaine à Marseille ou à Arles, elle paraît simplement probable à Avignon. Ce n'est qu'une opinion qui ne peut s'appuyer que sur des documents bien peu probants. La participation d'« une nombreuse troupe de juifs » à une révolte contre l'évêque d'Avignon Etienne est signalée en 390, mais la première mention de cette affaire apparaît sous la plume de Dom Polycarpe de la Rivière, auteur du *xvii^e* siècle, qui ne craignait pas de mêler allégrement ses propres élucubrations aux documents historiques qu'il consultait, en les modifiant à sa guise jusqu'à les fabriquer parfois de toutes pièces.

B. Blumenkranz croyait pouvoir considérer comme étant la marque de la communauté juive d'Avignon un sceau ou plutôt une matrice de sceau du *iv^e* siècle, portant une *menora* à cinq branches et une inscription lue comme « AVIN », c'est-à-dire l'abréviation d'« Avinoniensis », mais son interprétation n'a pas emporté une adhésion unanime, si bien que nous restons dans une obscurité qui se fait plus opaque encore pour les premiers siècles du Moyen Age. Il y avait des juifs à Marseille et à Arles à la

fin du ^{vi}e siècle, puisqu'ils firent l'objet de tentatives de conversion forcée, et d'autres témoignages permettent d'y affirmer la pérennité de leur présence pendant tout le haut Moyen Age, mais en était-il de même à Avignon ou à Carpentras ? Les vagues indices qu'on peut glaner dans les chartes ne permettent pas de remonter au-delà du ^xe siècle et ils sont bien ténus.

Les juifs aux ^{xii}e et ^{xiii}e siècles

C'est à partir du ^{xii}e siècle seulement que des preuves formelles peuvent être avancées sous la forme d'un privilège de l'empereur Frédéric I^{er} daté de Montélimar, en août 1178, qui met les juifs d'Avignon sous la protection de l'évêque du lieu, Pons, en même temps qu'il lui concède la disposition d'un port sur la Durance. Mais, dès cette époque, il y a probablement beaucoup d'autres juifs dans la région, puisque, lorsque Alfonse de Poitiers, moins d'un siècle plus tard, fait faire l'inventaire de ses domaines, dans les années 1268-1269, l'enquête révèle leur présence dans une douzaine de localités : Avignon, Bollène, Bonnieux, Carpentras, Cavaillon, Lapalud, L'Isle-sur-la-Sorgue, Malaucène, Monteux, Mornas, Séguret et Valréas.

Il faudrait sans doute ajouter à cette liste plusieurs autres lieux tels que Pernes, Vaison ou Le Thor, sans parler de la principauté d'Orange où l'existence de communautés juives importantes est bien attestée par la suite. Au début du ^{xiv}e siècle, dans le comté de Provence, il ne se trouve sans doute aucun bourg ou village d'une certaine importance qui ne renferme au moins une ou deux familles juives, et des communautés plus nombreuses existent dans toutes les villes comme Tarascon,

Salon ou Manosque, et, à plus forte raison, dans les grandes cités comme Marseille, Arles ou Aix. Il en est probablement de même dans les territoires au nord de la Durance qu'on désignait, au XII^e siècle, sous le nom de « marquisat de Provence » et qu'on appellera le plus souvent « Comtat Venaissin » par la suite.

Ces terres du Comtat sont passées sous la domination du Saint-Siège au XIII^e siècle. D'abord en droit : en 1229, par le traité de Paris, le comte de Toulouse, Raymond VII, avait cédé ses titres au pape ; mais l'administration du pays fut assurée en fait par les agents du roi de France jusqu'à ce que Raymond VII reprenne possession de son marquisat par la force, dans les années 1230. Après sa mort survenue en 1249, c'est son gendre, Alfonse de Poitiers, frère du roi de France Louis IX plus connu sous le nom de Saint Louis, qui le remplace dans la jouissance de la domination sur le Comtat. Puis, après le décès sans héritier direct d'Alfonse de Poitiers et de sa femme Jeanne, en 1271, c'est leur neveu, le roi de France Philippe III, qui entre en possession de leurs domaines. Les papes, cependant, n'avaient jamais renoncé à leurs prétentions appuyées sur le traité de Paris de 1229, et Grégoire X fit de nouveau valoir ses droits après la mort d'Alfonse de Poitiers. A la suite de négociations commencées en 1272, Philippe III accepta de les reconnaître et l'administration du Comtat fut effectivement remise aux mains des officiers du pape en 1274.

Les juifs et les papes d'Avignon

Mais le grand événement, pour la région, intervient quelques décennies plus tard : avant de gagner Rome, l'archevêque de Bordeaux, Bertrand de Got, élu pape en

1305 sous le nom de Clément V, décide de s'arrêter quelque temps à Avignon. Il s'installe provisoirement en 1309 dans cette ville qui appartenait au comte de Provence, lequel était aussi roi de Naples et, à ce titre, vassal du Saint-Siège. Il y réside tantôt dans le couvent des dominicains et tantôt, plus souvent encore, au prieuré du Groseau à Malaucène ou dans d'autres châteaux du Comtat.

Il meurt en 1315 et ce sont ses successeurs qui prendront la grave décision de fixer durablement le siège du gouvernement pontifical à Avignon. Benoît XII, pape de 1334 à 1342, y fait construire une résidence permanente que le pontife suivant, Clément VI (1342-1352), agrandira considérablement. C'est Clément VI également qui prend la décision d'acheter les droits du comte de Provence sur la ville d'Avignon. Ils lui sont cédés en 1348 par l'héritière du comté, la fameuse reine Jeanne, moyennant 80 000 florins. Pour près d'un siècle, si l'on fait entrer aussi en ligne de compte le règne des « anti-papes », Clément VII et Benoît XIII, la cour pontificale resta établie au bord du Rhône, ce qui entraîna un énorme accroissement de la population de la cité et un développement considérable de ses activités financières et commerciales dont les effets se firent sentir longtemps encore après le retour de la papauté sur les bords du Tibre.

Pour les juifs, l'attraction exercée par cette nouvelle métropole où les possibilités de gagner sa vie s'étaient brusquement multipliées se conjugua avec les effets des expulsions décidées par le roi de France. Déjà, au siècle précédent, de nombreux juifs du Languedoc étaient venus s'établir en Provence qui faisait partie de la même aire culturelle que leur pays d'origine, au point que, pour les auteurs juifs du temps, le terme de « Provence » désigne en fait tout le midi de la France, des Pyrénées aux Alpes.